

Cuba : une place à part dans le monde depuis un demi-siècle

► **Entretien avec...**

Jean Mendelson *

Questions internationales – *Comme en témoigne la diversité des réactions lors du décès de Fidel Castro, la dimension passionnelle du débat dès lors que l'on parle*

de Cuba semble encore très présente. Quels seraient selon vous les aspects pertinents à retenir du « mythe » Cuba en 2017 ?

Jean Mendelson – La question est tout d'abord générationnelle. Ceux qui sont nés en 1945 avaient 15 ans au moment de la révolution cubaine. En France notamment, après la fin de la guerre d'Algérie et durant les années 1960, le mythe a été très prégnant dans la jeunesse étudiante et militante. D'une part, parce que Fidel Castro était un personnage hors norme et que sa personnalité a beaucoup joué dans la construction du mythe. Il parlait une langue chantante, était doté d'une grande capacité de séduction, représentait l'image même du révolutionnaire qui fit rêver toute une génération. D'autre part, parce qu'il existait en Europe une relation affective à la latinité cubaine. N'oublions pas que l'île était encore espagnole six décennies plus tôt. De ce point de vue, Cuba apparaissait comme un pays beaucoup plus proche que le Vietnam.

Pour tenter de comprendre le mythe, la conjonction entre certains événements histo-

riques français et cubains mérite d'être rappelée : De Gaulle est devenu président de la République le jour où Fidel Castro est entré dans La Havane, le 8 janvier 1959. Le putsch des généraux à Alger est intervenu le 21 avril 1961, à peine deux jours après l'échec du débarquement de la baie des Cochons. Ces grands événements ont eu lieu presque simultanément. Dans ces conditions, quel choc en Europe de découvrir que des guérilleros avaient pris le pouvoir à Cuba, puis que des paysans avaient mis à la porte une armée pilotée par la CIA à la baie des Cochons ! La construction du mythe a été servie par ces exploits, inimaginables à l'époque.

Dans les années 1960, alors que les États-Unis ont subi le camouflet de la baie des Cochons, Cuba apparaît pour de nombreux mouvements étudiants et contestataires dans le monde comme une troisième voie possible entre le bloc soviétique, dont l'image se lézarde, et la Chine maoïste, qui commence à éveiller les suspicions. Partout, la sympathie naît pour ce petit pays qui hausse la voix face aux grandes puissances et qui trace sa voie de manière indépendante. Certes, un nouveau parti communiste cubain existe, incluant le vieux parti historique, mais dans les faits, Cuba demeure dirigée par des guérilleros.

Curieusement, le mythe connaît son apogée en 1968. La phase révolutionnaire est alors sur sa fin – le Che a été assassiné en octobre 1967 – et débute une « soviétisation » très spécifique de Cuba. En août 1968, Fidel Castro prononce un discours resté fameux, bien qu'il ne soit plus lu,

* **Jean Mendelson,**

diplomate, a été ambassadeur de France à Cuba entre 2010 et 2015¹

¹ Le texte qui suit est la retranscription par Florence Heron d'une interview accordée par Jean Mendelson à la rédaction de *Questions internationales* le 31 janvier 2017.



© Florence Héron

dans lequel il appuie l'intervention toute récente des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Mais ce discours comporte dans le même temps une critique acérée du système soviétique. Fidel Castro peut se permettre ce discours parce qu'il est loin de Moscou...

Ce n'est pas le ralliement de Castro à l'intervention soviétique à Prague qui contribue à l'effritement du mythe mais la « soviétisation » intérieure du pays, dont le procès de Heberto Padilla en 1971 constitue l'épisode le plus marquant². Dès lors, dans les milieux intellectuels européens, s'évanouit le fantasme d'un modèle cubain créant une société de liberté socialiste merveilleuse, de démocratie directe, en même temps que s'évanouit celui d'une révolution promise à innover l'ensemble du sous-continent latino-américain.

² En 1971, le poète Heberto Padilla (1932-2000) fut arrêté et emprisonné, accusé d'avoir publié des « écrits subversifs ». Pour être libéré, il fut contraint de se livrer à une autocritique publique dans le plus pur style stalinien puis placé en résidence surveillée.

Pour faire face aux difficultés économiques, les Cubains cherchent des solutions. Deux jeunes ont ici récupéré de vieilles poussettes pour transporter le pain et les biscuits qu'ils vendent aux passants à La Havane.

De nos jours, que reste-t-il de ce mythe ? Certains, en Europe et dans le monde, ont conservé leur enthousiasme pour la révolution cubaine. Ils n'ont pas voulu reconnaître qu'ils s'étaient trompés et ont justifié, au fil des années, toutes les évolutions et les errements postérieurs. Pour eux, le rêve qui a accompagné la révolution ne s'est pas dissipé. D'autres, au contraire, ne pardonnent pas à Fidel Castro d'avoir trahi leurs propres idéaux de jeunesse. Ils dénoncent dorénavant sans relâche ce qu'ils appellent le « goulag des Caraïbes » ou la « Corée du Nord des tropiques », des expressions délirantes.

En dehors de ces laudateurs ou de ces détracteurs de Cuba, le mythe survit pourtant encore. Dans les années 1960, ce que l'on pouvait voir dans les rues de La Havane était extraordinaire. Bien que les premiers éléments de ce que l'on appellera ensuite la stalinisation du régime transparaissaient déjà, Cuba était le lieu d'une

fraternité collective souvent bouleversante. La Cuba d'aujourd'hui n'a certes plus rien à voir avec cela, mais elle en est cependant incontestablement la fille.

QI – Vous avez employé en la critiquant l'expression de « goulag des Caraïbes ». Estimez-vous que la situation des droits de l'homme se soit améliorée à Cuba ?

J. M. – On trouve, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies (1948), deux grands ensembles de droits fondamentaux. Le premier, qui correspond environ aux vingt premiers articles, est constitué des libertés politiques, tandis que le second regroupe les droits éducatifs, culturels, sociaux, etc. Lorsque l'on évoque les droits de l'homme à Cuba, on ne fait généralement référence qu'au premier ensemble, c'est-à-dire aux libertés politiques. On ne mentionne que rarement ce second bloc qui comprend le droit à la santé ou à la sécurité sociale, le droit à l'éducation, aux loisirs, etc. Pourtant, les droits de l'homme ne peuvent pas être limités aux seules libertés publiques.

Dans les années 1980, à Cuba, il était presque exclu de prononcer une phrase contre le gouvernement dans un autobus ou dans la rue. De nos jours, chacun peut dire ce qu'il veut librement et quand il le veut... à condition qu'il s'agisse d'une expression individuelle, et non collective : on parle à peu près librement, mais pas question pour trois personnes de s'installer sur une place avec une banderole. Critiquer les pénuries ou le coût de la vie fait dorénavant partie du quotidien des Cubains. Quant à la critique collective, elle peut s'exprimer dans des cadres bien définis : les centres de recherche académique, les églises, certaines structures syndicales. En aucun cas, un groupe de citoyens ne se réunira pour exprimer des désaccords ou une contestation. Il reste qu'une part importante des Cubains se plaint du gouvernement, et des difficultés de la vie quotidienne : sur ce plan, on peut admettre qu'il y a une amélioration de la liberté d'expression depuis une dizaine d'années.

Paradoxalement, divers droits sociaux, la santé, l'éducation, qui furent les fleurons de la révolution et qui figurent dans la Déclaration

universelle des droits de l'homme, ont connu une certaine régression liée à la dégradation de la situation économique.

Concernant les personnes condamnées pour des raisons politiques, depuis la libération des prisonniers politiques intervenue en 2010-2011 grâce à la médiation de l'Église catholique cubaine et du gouvernement socialiste espagnol de José Luis Rodriguez Zapatero, il n'y en a plus, ou plus exactement je n'en connais pas. Je pense que s'il y avait encore des prisonniers politiques à Cuba on le saurait. La presse américaine, en particulier, en ferait connaître les noms. Mais je ne prétends évidemment pas qu'aucun Cubain ne soit interpellé et détenu pour des motifs politiques. Des opposants sont détenus puis remis en liberté plus ou moins rapidement, deux heures, deux jours, deux semaines, deux mois ou plus après leur arrestation. Le harcèlement dont ils sont l'objet en fait des victimes de l'absence de libertés politiques, mais n'en fait pas ce qu'on entend par « prisonniers politiques », sauf à donner à ce terme une autre acception.

QI – L'absence d'alternance ne tient-elle pas à l'impossibilité dans laquelle se trouvent justement les Cubains de se rassembler et de structurer une opposition ?

J. M. – La télévision, la radio, la presse sont contrôlées par l'État. Pour être plus exact, il n'existe presque pas de presse : *Granma* est un simple feuillet de quelques pages. Le papier est une denrée rare, réservée à l'État, aux écoles, aux universités. Internet est encore balbutiant – en raison principalement de l'embargo américain ; il n'existe qu'un seul câble sous-marin, posé d'ailleurs par les Français, qui arrive à Cuba depuis le Venezuela, et sa capacité est clairement insuffisante.

Alors, effectivement, les possibilités politiques objectives de voir émerger une opposition structurée sont faibles. Les Américains eux-mêmes reconnaissent depuis longtemps qu'il n'y a pas de vrai mouvement d'opposition à Cuba. Certains petits groupes existent néanmoins ; j'ai l'impression – le contexte rend difficile toute certitude en cette matière – que le plus important est l'Union patriotique de Cuba



© Florence Heron

À quelques minutes du centre historique de Cienfuegos, une ville classée au patrimoine mondial de l'Unesco et dont les premiers colons étaient d'origine française, une tout autre image de la vie cubaine s'offre aux passants.

(*Unión Patriótica de Cuba*, UNPACU), apparue dans la région de l'Orient. Il s'agit d'un mouvement qui serait très marqué « à droite » selon nos grilles d'analyse politique, dirigé par l'un des rares prisonniers politiques libérés en 2011 qui ait choisi de ne pas partir à l'étranger. Ces opposants n'échappent pas au harcèlement du régime, cette forme de « répression de basse intensité », comme les dissidents cubains la qualifient eux-mêmes.

Mais dans sa très grande majorité, l'opposition est surtout celle d'un exil au sein duquel on assiste à un changement générationnel. Il y a ceux qui sont partis dans les débuts de la révolution, qui ont haï toute leur vie « les frères Castro », et qui font penser souvent aux émigrés de la Révolution française rentrés au bout de vingt-cinq ans sans avoir « rien appris ni rien oublié » ; sauf que, dans le cas cubain, cela fera bientôt

soixante ans, et cette opposition est en voie de disparition. Progressivement apparaissent des générations généralement moins extrémistes, qui conservent leurs réticences politiques mais veulent participer au développement de ce qu'elles considèrent comme leur patrie.

À Cuba, après cinquante-huit ans de révolution, la jeunesse est-elle « d'opposition » ? Elle y est, comme partout ailleurs, désireuse de consommer, de voyager et d'avoir accès à Internet. Ces jeunes peuvent quitter l'île quand la famille à l'étranger peut envoyer l'argent du billet, puisque les Cubains ont la possibilité aujourd'hui de voyager sans autorisation administrative préalable de sortie. Quant au visa, il suffisait jusqu'à récemment d'en avoir un pour le Mexique, à partir duquel on passe à pied aux États-Unis. Une fois arrivé, le Cubain était immédiatement considéré comme une sorte de réfugié politique. Pas comme un autre réfugié latino-américain, qui doit faire la queue – en attendant le mur annoncé par Donald Trump. Ces jeunes émigrés ne sont pas des contre-révolution-

naires, ils ne rêvent pas de renverser le régime : ils sont en quête d'un meilleur avenir et souvent ne sont pas vraiment politisés.

Comme l'a écrit, je crois, Régis Debray, les révolutions ont une durée d'adhésion de dix ans. En France, Bonaparte renverse le Directoire en 1799. Au Mexique, l'assassinat de Zapata en 1919 symbolise l'épuisement de la révolution mexicaine, comme en Russie l'expulsion de Trotski du Parti communiste en 1927, dix ans après la révolution d'Octobre. À Cuba, la période d'enthousiasme révolutionnaire n'a pas dépassé les années 1970. Les jeunes Cubains, qu'ils vivent sur l'île ou en exil, n'ont donc pour la plupart rien de contre-révolutionnaires. Ils ne se sentent ni participant à la révolution cubaine, ni luttant contre elle ; ils connaissent juste la République cubaine, avec ses institutions, ses forces, ses faiblesses, ses côtés détestables, ses côtés émouvants, parfois enthousiasmants. Ils sont des fils de la révolution cubaine comme nous, Français, sommes des fils de la Révolution française.

Je ne vois pas de raison, aujourd'hui, pour qu'il y ait un soulèvement contre le régime ; je ne fais bien sûr aucun pari sur l'avenir. Mais la situation n'est en rien comparable à celle des printemps arabes. À Cuba, pas de réseau de mosquées, mais une Église catholique minoritaire et qui négocie avec le régime. Presque pas d'Internet, pas de Twitter ni de Facebook. Pas de concentration de jeunes sans emploi, au sein d'une population majoritairement vieillissante. Pas de chômage, parce que pas grand monde ne travaille vraiment. Pas de misère, au milieu d'une pauvreté générale et assez équitablement répartie. Pas d'importants écarts de richesse, et nul ne soupçonne ceux qui sont au pouvoir d'avoir des comptes bancaires en Suisse. Bref, pas grand-chose à voir avec la situation dans le monde arabe.

Ce qui n'empêche un regard de la population parfois très critique. Mais, comme me le disait en substance un diplomate américain : « Les Cubains sont nourris, certes pas très bien, mais ils sont tous nourris, et plutôt mieux par rapport aux populations caribéennes avoisinantes. Ils sont logés, certes très mal, mais personne n'est sans toit. Ils sont nettement mieux

soignés que 98 % des pays du tiers-monde. Ils sont éduqués, cultivés, bien formés. Ils ont, autant qu'il en veulent, du sexe, du soleil, de la musique... Dans ces conditions, ces gens sont-ils prêts à mourir pour avoir un journal ou un parti politique d'opposition ? » Sans compter que, du fait de la remarquable politique de coopération de Cuba, beaucoup de Cubains ont voyagé dans le tiers-monde, depuis la Bolivie jusqu'au Timor, et ils en sont revenus avec l'idée que leur situation n'était pas, de loin, la plus misérable.

QI – Comment Cuba est-elle perçue par les autres pays de la zone des Caraïbes et comment perçoit-elle son environnement régional ?

J. M. – Il existe en fait plusieurs Caraïbes : la Caraïbe anglophone, la Caraïbe hispanophone, la Caraïbe francophone, et même la néerlandophone. Si les Cubains se sentent caribéens, dans le même temps, les liaisons avec les îles environnantes sont extrêmement longues et compliquées. Les échanges sont avant tout humains et culturels, par exemple avec la Martinique ou la Guadeloupe.

Il s'agit d'ailleurs davantage d'une zone de concurrence. Plusieurs de ces États insulaires sont en rivalité dans de nombreux secteurs, qu'il s'agisse du tourisme, des langoustes ou du rhum. Ainsi, en France, le rhum de la Martinique est en concurrence avec le rhum Havana Club commercialisé par le groupe français Pernod-Ricard.

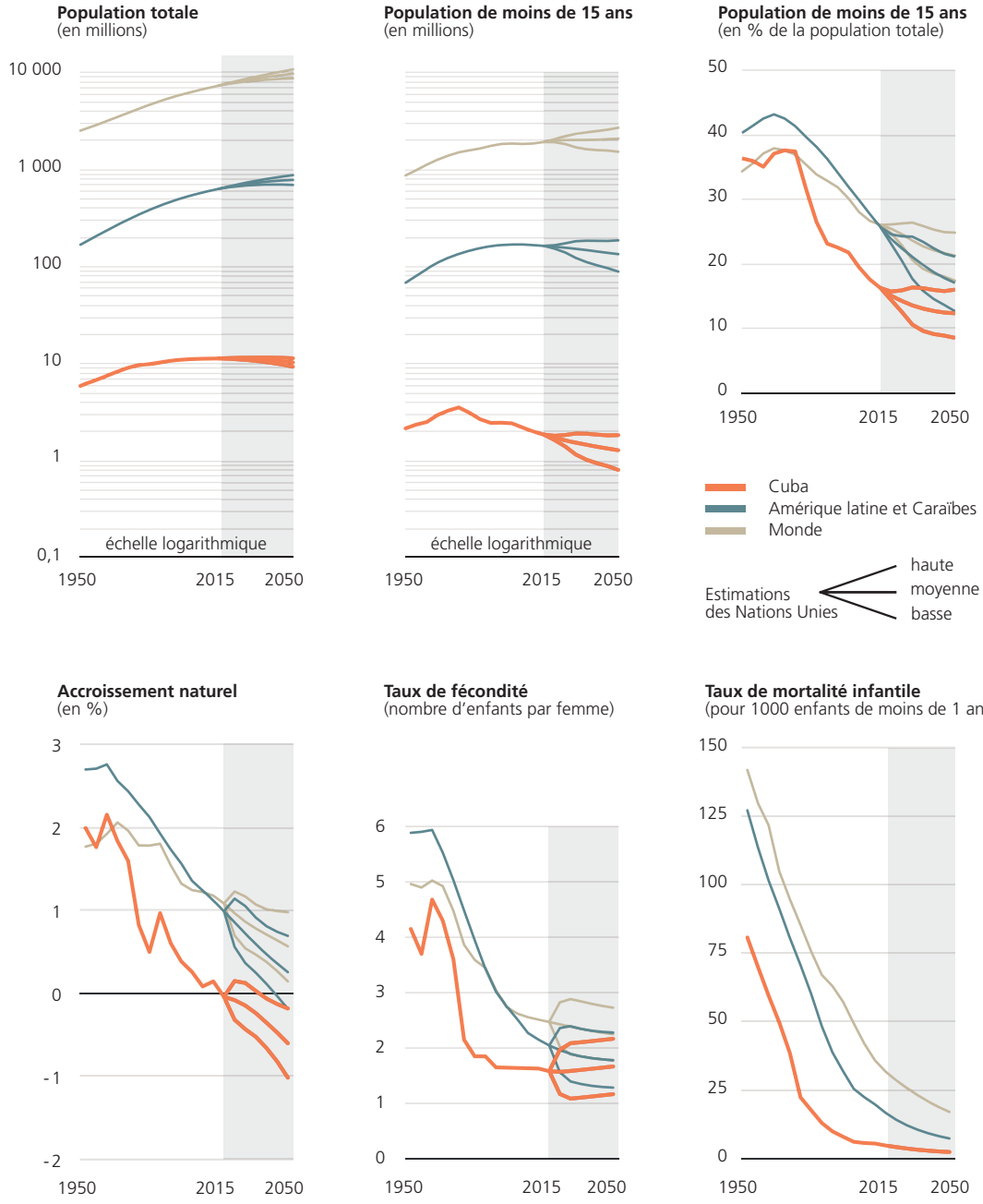
D'un point de vue politique, seules la France et Cuba sont des États qui ont véritablement les moyens de lutter contre les réseaux de trafic de drogue. Elles disposent de ressources que n'ont pas les autres pays de l'arc caraïbe, qui n'ont pas les moyens d'agir contre les divers trafics.

QI – Quid de l'insertion cubaine dans l'ensemble latino-américain ?

J. M. – On pourrait dire que l'Amérique latine est née à Cuba en 1492. Cuba fait donc partie intégrante de cet ensemble, et cette insertion est vécue avec une grande intensité en raison notamment du rayonnement politique et de l'importance de la politique culturelle de Cuba.

De son côté, l'opinion publique latino-américaine soutient Cuba face aux États-Unis.

Cuba : quelques indicateurs démographiques (1950-2050)



Source : Nations Unies, Division Population, www.un.org

Réalisation : Sciences Po - Atelier de cartographie. © Dila, Paris, 2017

Les militants de gauche bien sûr, mais pas seulement. Il y a eu parmi les gouvernements du sous-continent des décennies d'antiaméricanisme par procuration. On était ravi que Cuba tienne bon ; on soutenait les Cubains, mais sans prendre de risque, tout en exprimant une solidarité généralement sincère avec le peuple cubain.

Même de droite, les gouvernements latino-américains actuels n'accepteraient pas une nouvelle baie des Cochons. Ils n'y pourraient peut-être pas grand-chose, mais ils seraient obligés de protester à cause de leur opinion publique. Je vous rappelle que, jusqu'à il y a deux ans, presque seule parmi les Sud-Américains, la Colombie avait un gouvernement de droite. Tout le reste du continent était dirigé par la gauche. Or, le gouvernement colombien n'avait rien d'anti-cubain, puisque c'est à La Havane que se sont déroulées les négociations de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

QI – Avec le développement de liens commerciaux qui contournent l'embargo et la circulation plus aisée des populations, ne vous semble-t-il pas qu'un lien plus étroit se tisse avec les États-Unis ?

J. M. – Ma réponse est à l'évidence oui. L'administration Obama semblait s'acheminer vers une atténuation de la portée du « blocus/embargo ». J'emploie à dessein le terme « blocus/embargo », car c'est beaucoup moins qu'un blocus et beaucoup plus qu'un embargo. C'est beaucoup plus qu'un simple embargo : si tel était le cas, ce ne serait pas grave, car on a le droit de refuser de commercer avec un pays pour des raisons X ou Y, mais on ne peut pas empêcher unilatéralement un troisième pays de le faire. C'est pourquoi chaque année et avec les seuls votes négatifs des États-Unis et d'Israël, l'Assemblée générale des Nations Unies condamnait « le blocus américain contre Cuba ». Le problème de cet embargo est qu'il empêche des tiers de commercer avec Cuba : donc, c'est beaucoup plus qu'un embargo. Ce n'est cependant pas un blocus à proprement parler : il y a eu un blocus à Cuba lors de la crise des fusées de 1962, mais il n'y en a plus.

L'évolution de la situation demeure très compliquée à prévoir et va dépendre du contexte politique américain. Si le président Trump rencontre des difficultés au cours de son mandat et doit s'appuyer sur les franges les plus extrêmes de son électorat, je plains Cuba. En revanche, si l'administration américaine veut faire des affaires, il pourrait y avoir une continuité de la politique d'ouverture. Les agriculteurs du Midwest ont très envie de vendre leur blé à Cuba. Au début de mon séjour dans l'île, une grande partie de la farine utilisée dans la fabrication du pain cubain était française, ce qui paraît incohérent sur le plan économique, même si c'est avantageux pour ce qui nous concerne.

QI – Quels sont les principaux défis actuels pour le pays ? De quels atouts dispose Cuba pour y faire face ?

J. M. – Le véritable drame de Cuba, c'est à mon avis le défi démographique. La population commence à décroître. La pyramide des âges y a presque la forme d'un sapin de Noël – j'exagère, bien sûr. Il s'agit d'un des pays les plus vieux d'Amérique latine. Pourquoi ? Il faut ici rappeler plusieurs aspects positifs : l'allongement de l'espérance de vie, les avancées en matière de santé, les choix politiques vis-à-vis des femmes (droit à l'avortement, véritable contrôle des naissances). Mais le manque de logements demeure criant – on en n'a quasiment pas construit à Cuba depuis cinquante ans – et ne favorise pas la natalité. En outre, si Cuba est un paradis pour les enfants, une fois l'adolescence passée, la jeunesse craint d'y végéter. S'il n'opte pas pour une carrière dans le parti et qu'il est dépourvu d'un grand talent artistique ou sportif, le jeune Cubain pourra avoir tendance à chercher à partir.

Cette question démographique est rarement relevée mais, à mon sens, il s'agit du principal défi auquel devra faire face le gouvernement cubain dans les années à venir.

Les autres défis principaux sont le manque de ressources énergétiques et l'état déplorable dans lequel se trouve actuellement l'agriculture cubaine qui ne couvre plus qu'une part minime des besoins alimentaires de la population. La

collectivisation des terres n'a pas plus fonctionné à Cuba qu'ailleurs.

Il y a certes des atouts économiques : le tourisme, quelques produits spécifiques (le tabac, le rhum), l'exportation de services (dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité), le nickel, et surtout le haut niveau de formation de la population. Mais ce dernier point

a comme corollaire un déficit certain de main-d'œuvre non qualifiée dont se plaignent parfois les entreprises étrangères présentes sur l'île. Le caractère excessivement tatillon et rigide de la bureaucratie cubaine est également fréquemment cité parmi les obstacles au développement de l'économie du pays ■

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Le Vatican et Cuba : un dessein inachevé

Fait exceptionnel, Cuba a reçu trois visites pontificales au cours des vingt dernières années. Après le déplacement historique de Jean-Paul II en janvier 1998, Benoît XVI, en mars 2012, puis François, en septembre 2015, se sont à leur tour rendus dans l'île pour des visites marquantes. Avec le Brésil et le Mexique, qui comptent le plus grand nombre de catholiques en Amérique latine, seule Cuba a bénéficié d'une attention aussi soutenue de la part du Vatican. Si ces visites ont correspondu à des moments particuliers, et à des attentes différenciées, plusieurs objectifs de long terme peuvent expliquer la constance de cette conduite.

Permettre à l'Église locale de réintégrer pleinement la société cubaine

Bien que cette action soit peu visible, la défense du rôle social et politique du catholicisme constitue depuis les débuts de la révolution castriste un invariant de la politique cubaine du Vatican. Confrontée à un régime tendant à occuper toute la sphère publique et visant aussi à régir les mentalités, l'Église locale s'est trouvée, depuis 1959, reléguée à la périphérie de la société cubaine. Le travail du Vatican, y compris lors des visites pontificales, a visé à préserver sa capacité à redevenir un acteur central de la cubanité.

Cette entreprise n'a pas été sans difficultés compte tenu de l'engagement anticommuniste d'une partie du clergé dans les années 1960 comme des mesures radicales prises à l'époque : départ de prêtres et religieux étrangers, fermeture des écoles et des universités catholiques ainsi que des hôpitaux et des organes de presse proches de l'Église.

La mise en place d'un régime marxiste - qui ne reconnaît la liberté de religion qu'en 1992 - a conduit la majorité des fidèles à désertir les lieux de culte, et l'Église cubaine elle-même à s'en tenir à une posture de silence. Dans le même temps, le Vatican, dont les relations diplomatiques avec Cuba datent de 1936, s'est appuyé sur le travail du nonce Zacchi pour éviter la rupture avec l'île communiste.

Depuis la fin des années 1980, le catholicisme cubain s'efforce de s'intégrer à la société socialiste. Si la hiérarchie de l'Église, en particulier le cardinal Jaime Ortega, s'en tient à une position de dialogue critique, plusieurs organisations laïques cherchent à affirmer leur rôle « para-politique » via la diffusion de revues tolérées par le régime.

Parallèlement, les organisations catholiques, dont Caritas, mènent un travail social de proximité rendu nécessaire par la crise économique que connaît le pays depuis le début de la « Période spéciale en